



Des entrepreneurs français installés à l'étranger face à la crise de la COVID-19

RÉSULTAT DU QUESTIONNAIRE À DESTINATION DES PME ET MICROENTREPRISES FRANÇAISES INSTALLÉES À L'ÉTRANGER

Français du monde-adfe

Introduction

MÉTHODOLOGIE

- Envoi d'un questionnaire en ligne aux adhérents de Français du monde-adfe et à la LEC via notre lettre d'information
- Envoi réalisé en mai 2020 – Clôture en juin 2020
- Objectif : connaître les difficultés auxquelles sont confrontés les entrepreneurs, afin de réfléchir à des outils qui pourraient être mis sur pied pendant cette crise.

RÉPONSES

- 203 réponses d'entrepreneurs français (artisans, commerçants, auto-entrepreneurs, propriétaires de micro-entreprises ou PME hors de France)

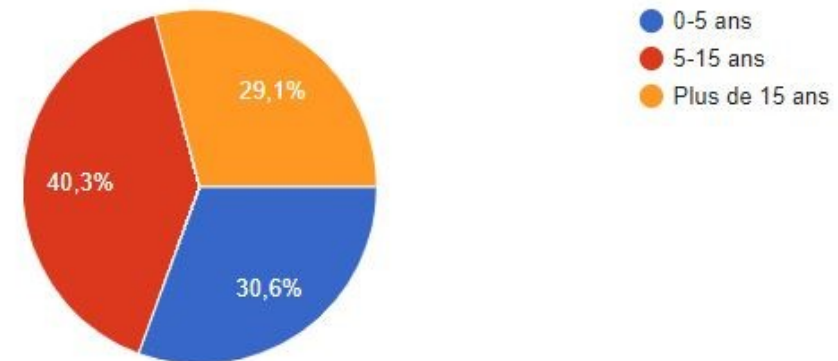
Profil des entrepreneurs: Implantation locale

Des entrepreneurs implantés de longue date dans leur pays d'accueil :

- 40,9% des entrepreneurs concernés gèrent leur activité dans leur pays d'accueil depuis 5 à 15 ans et 29,1% depuis plus de 15 ans.

1. DEPUIS COMBIEN D'ANNÉES AVEZ VOUS FONDÉ VOTRE ENTREPRISE DANS VOTRE PAYS D'ACCUEIL ?

206 réponses

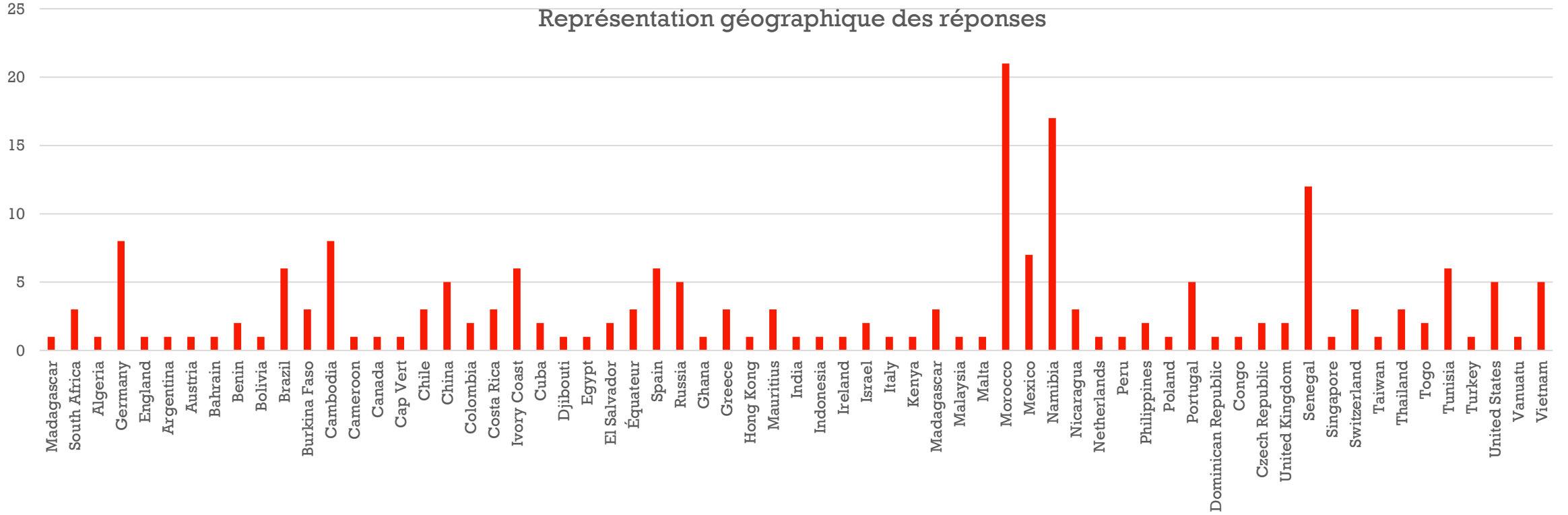


Profil des entrepreneurs :

Localisation géographique

- Des entrepreneurs présents dans le monde entier avec une prédominance parmi les réponses d'implantations en Afrique, en Amérique du Sud, en Europe et en Asie.

Représentation géographique des réponses



Profil des entrepreneurs :

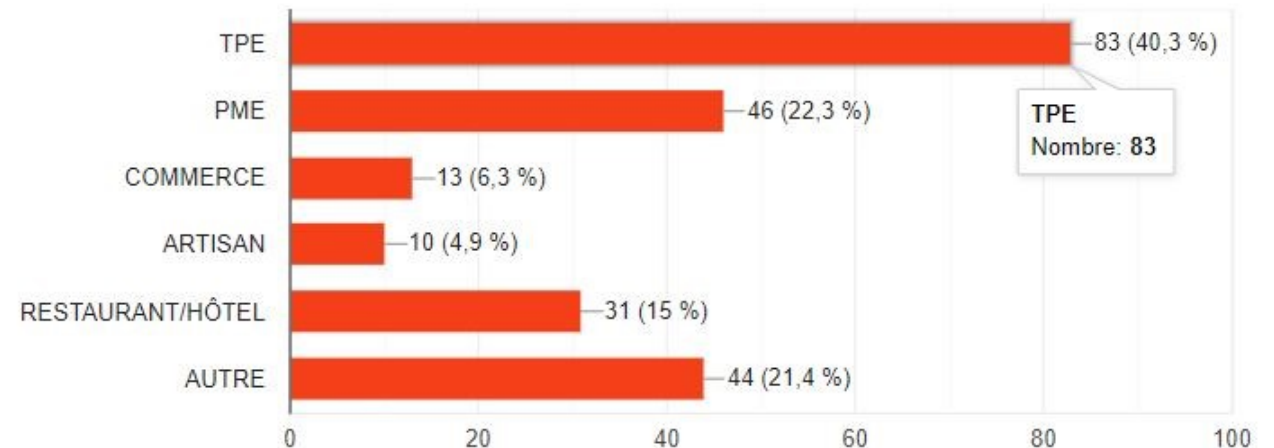
Activités

Des micro-entrepreneurs issus d'une façon prédominante des secteurs du service et du tourisme :

- 40,9% des entrepreneurs animent des micro-entreprises
- 14,8% des entrepreneurs sont dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration.
- Parmi les autres catégories signalées dans les réponses (21,2%) nous trouvons une majorité d'activités liées au tourisme.

3. QUEL EST LE PROFIL DE VOTRE ENTREPRISE ?

206 réponses



Profil des entrepreneurs :

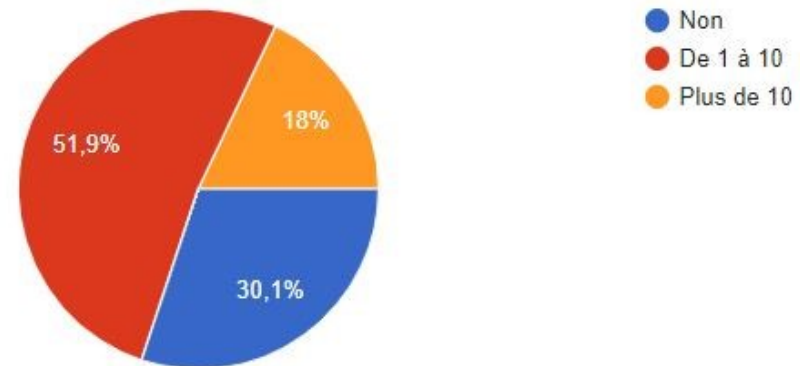
Profil des employés

Des micro-entreprises avec des salariés locaux :

- 52,2% emploient de 1 à 10 salariés
- 29,6% sont des travailleurs indépendants
- 31,5% ont des employés de nationalité française

4. AVEZ-VOUS DES SALARIÉS/ EMPLOYÉS ?

206 réponses



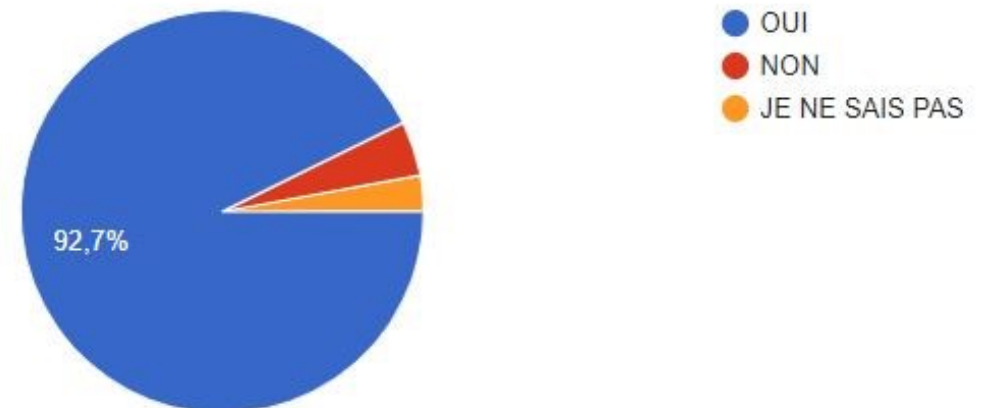
Impact de la crise Covid-19

Des entrepreneurs fortement impactés par la crise du Covid-19, résilients, mais dans une situation d'incertitude :

- 92,6% soulignent une baisse de leurs activités
- 57,6% n'envisagent pas de rentrer en France suite à la crise Covid-19.
- 35% sont incertains quant à l'avenir de leur entreprise et ne savent pas encore s'ils rentreront en France.

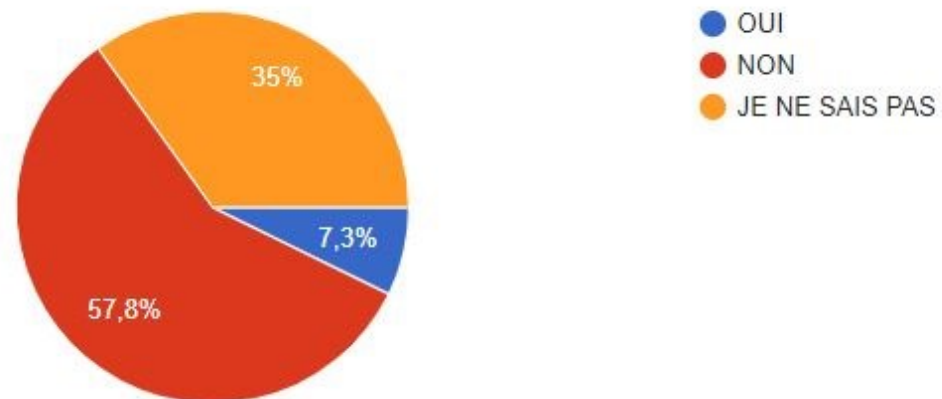
6. LA CRISE DU COVID-19 A-T-ELLE ENTRAÎNÉ UNE BAISSÉ DE VOS ACTIVITÉS ?

206 réponses



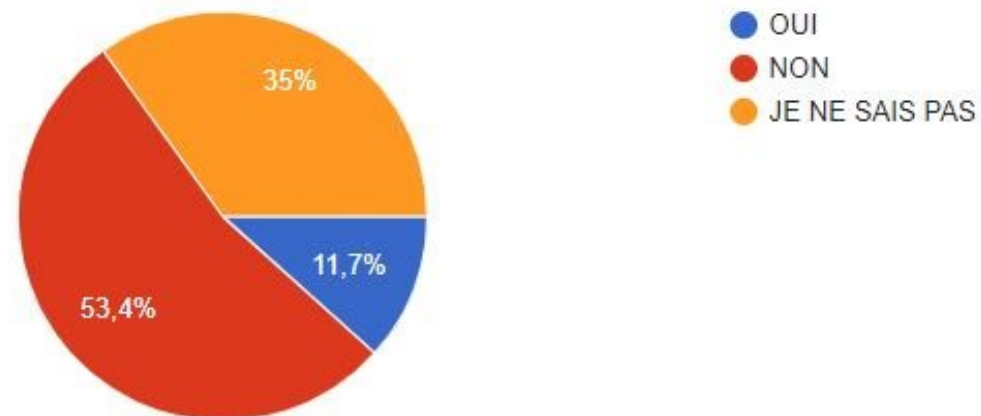
7. ENVISAGEZ-VOUS DE RENTRER EN FRANCE SUITE A LA CRISE DU COVID-19 ?

206 réponses



8. PENSEZ-VOUS CESSER VOTRE ACTIVITE SUITE LA CRISE DU COVID 19 ?

206 réponses



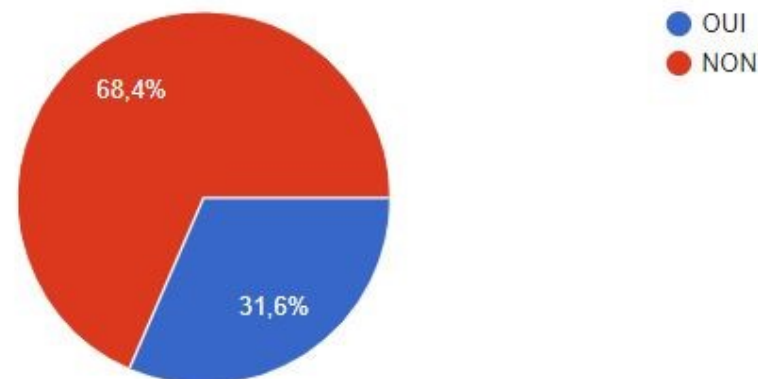
Aides et soutiens

Des entrepreneurs isolés qui ne bénéficient d'aucune aide :

- 68% ne sont pas en contact avec les services économiques français (Business France, ambassade, CCI...).
- 32% sont en contact avec les services économiques mais 95% d'entre eux n'ont pas bénéficié de leur aide.
- 85,7% ne bénéficient pas d'aide dans leur pays d'accueil

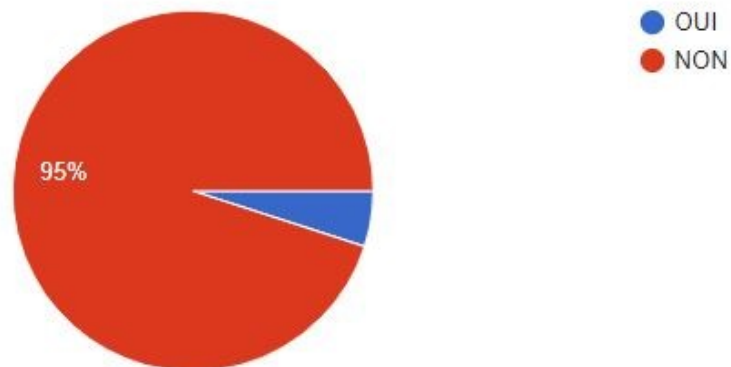
9. ÊTES-VOUS EN CONTACT AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES FRANÇAIS (BUSINESS FRANCE, AMBASSADE, CCI) ?

206 réponses



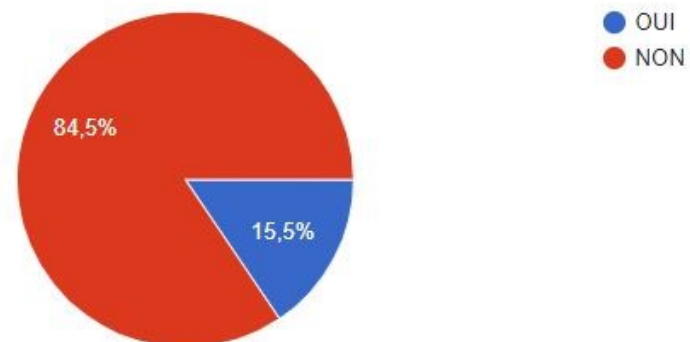
10. SI OUI, AVEZ-VOUS PU BÉNÉFICIER DE LEUR AIDE ?

141 réponses



11. BÉNÉFICIEZ-VOUS D'AIDES FINANCIÈRES EN CETTE PÉRIODE DE CRISE DANS VOTRE PAYS D'ACCUEIL ?

206 réponses



Parmi les réponses:

« Je ne bénéficie d'aucune aide de la France et j'ai peur que mon entreprise ne survive pas dans les semaines à venir ».

« Il n'y a pas d'aides sur Hong Kong, que des services payants. »

« Absence soutien financier en Tunisie »

« Depuis le début de cette crise, nous nous sentons particulièrement abandonnés en Namibie »

« Le secours occasionnel de solidarité (224€) reçu le 26/05, n'a pas répondu aux attentes pour mon entreprise »

« Frustré de voir qu'en France l'État soutient de différentes manières les TPE, même si malheureusement cela ne garantit pas automatiquement la survie de toutes ces entreprises, car ici au Mexique, aucune aide, zéro ».

« Notre activité est stoppée pour cause de confinement total au Maroc. Aucune aide financière ni du pays d'accueil ni de la France et une reprise d'activité dont les délais et l'intensité sont sans aucune visibilité »

« Je tiens une agence avec mon conjoint chilien. Nous sommes fermés depuis plus de 2 mois - nos clients sont pour plus de 90% étrangers (principalement européens - et ne recevons donc aucun revenu. Nous n'avons reçu aucune aide du Chili ni de la France.

Témoignages

- Sans tourisme dans le pays, mes chambres d'hôtes sont vides depuis mi-mars et je me retrouve sans rentrée d'argent avec un loyer et les charges (Rep. Dominicaine).
- Etant opérateur touristique au Cap Vert je me retrouve sans ressource depuis le début de la crise.
- J'ai utilisé tous les fonds propres que je possédais et sincèrement je suis au bord du dépôt de bilan (Ouagadougou).
- Agence d'architecture : nos 2 projets principaux reportés d'une année. Donc baisse sérieuse de revenus, chiffre d'affaire et situation financière critique (Cambodge)
- Nos activités depuis le 1er mars ont baissé de 60%, notre trésorerie disponible est consommée, le chômage partiel à Madagascar n'est pas autorisé, le coût du découvert est de l'ordre de 15%, les logistiques des approvisionnements sont aléatoires, entraînant de pénalisantes ruptures de stock ... une catastrophe, 10 ans de travail, d'investissement et d'engagement pour en arriver là.
- Aucun projet en vue, le consulting étant considéré comme non essentiel. Nous vivons d'un reste de paiement de projet, mais nous commencerons à prendre sur nos réserves personnelles à partir de juillet (Brésil)

Témoignages

QUELQUES TÉMOIGNAGES...

- Nous avons été impacté par l'arrêt complet de toutes activités de nos clients en France. Aucun achat vers nos fournisseurs français, aucune commande de nos clients français ce qui a engendré une baisse du chiffre d'affaire de plus de 70% (Maroc)
- J'employais 17 personnes et j'ai dû en licencier 13 pour que l'entreprise survive. Nous sommes un voyageur basé en Afrique du Sud, spécialisé dans les voyages sur mesure, et nous prenons cette crise de plein fouet. Les aides locales pour mes employés et pour ma société sont extrêmement réduites.
- J'ai monté une école dans la ville de Guadalajara au Mexique, depuis maintenant 10 ans. Nous avons eu la chance de pouvoir donner des cours en ligne depuis le début de la crise, mais notre activité a baissé de 40%. J'ai très peur de devoir licencier mes employés
- J'ai monté une école d'art à Pékin en 2012, début 2020. J'avais 11 employés dont 6 étrangers (2 français). Mon école était fréquentée par 800 élèves chaque année. J'ai dû fermer sur ordre du gouvernement et je n'ai jamais pu rouvrir. N'ayant bénéficié d'aucune aide ou soutien j'ai dû fermer mon école qui pourtant était en pleine phase de développement. J'envisage de rentrer en France avec mes 3 enfants, pays que j'ai quitté il y a 14 ans et où je n'ai rien. La perte d'argent est une chose mais le choc lié à la perte de mon projet professionnel / projet de vie a été un bouleversement énorme.



Recommandations

Face à la crise que traversent ces entrepreneurs français implantés à l'étranger, comment sauvegarder ce maillage construit depuis plusieurs années que forme l'équipe France de l'export?

Nos propositions :

- Informer les entrepreneurs français implantés à l'étranger des dispositifs de soutien existants.
- Mettre en œuvre un dispositif exceptionnel pour garantir les prêts que les établissements financiers français ou étrangers pourraient consentir au titre d'avance sur trésorerie à nos entrepreneurs français ayant fondé des sociétés de droit local à l'étranger, par le biais de la Banque publique d'investissement (BPI) en particulier.
- Mobiliser davantage les ressources françaises à l'étranger autour de groupes de travail pour accompagner les personnes, leur permettre d'accéder aux plateformes d'informations disponibles et faire jouer les solidarités sur le terrain.
- Encourager la création d'un fond de solidarité, sur critères à définir, à destination des micro-entrepreneurs français à l'étranger.